

# Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1117 le 1er mars 2020

Dans ce numéro

**Alerte de sécurité du département d'État américain indiquant un risque d'attentat contre un grand hôtel de Nairobi au Kenya...**

(Page 2)

**Un ancien imam de Prague condamné à dix ans de prison pour soutien au terrorisme...**

(Page 4)

**En Chine, dix ans de prison pour un Suédois accusé de partage illégal d'informations secrètes...**

(Page 5)

**Deux bâtiments de guerre de la marine iranienne en escale à Djakarta...**

(Page 6)

**Plusieurs pays continuent de violer l'embargo sur les livraisons d'armes à la Libye, selon Antonio Guterres...**

(Page 7)

**Covid-19 : de nombreuses fausses informations diffusées sur les réseaux sociaux de Taïwan proviendraient de comptes Weibo chinois...**

(Page 8)

**FORMULATION D'ARTICLES**  
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

**Un terroriste présumé abattu par les forces de sécurité tunisiennes dans la région de Kasserine...**

En Tunisie, on signale une opération antiterroriste dans la région de Kasserine, près de la frontière algérienne. Un terroriste présumé a été abattu. Les montagnes de la région restent un repaire pour des groupes affiliés à Daesh ou à Al-Qaïda au Maghreb islamique.

(Médi-1, le 26-02-2020)

**Le téléphone portable de la ministre sud-africaine de la Sécurité d'État piraté par des inconnus...**

Les téléphones portables de la ministre sud-africaine de la Sécurité d'État, en charge des services d'espionnage du pays, ont été piratés par des inconnus, a indiqué jeudi son entourage, en évoquant une brèche inquiétante. La ministre Ayanda Dlodlo et son adjoint Zizi Kodwa se sont rendu compte cette semaine que leurs téléphones avaient été clonés en constatant qu'ils avaient envoyé, sans qu'ils les aient composés, plusieurs étranges messages, a indiqué à l'AFP le porte-parole de la ministre, Mava Scott. Plusieurs autres membres du cabinet de la ministre ont connu la même mésaventure, a ajouté M. Scott. « C'est la première fois qu'un tel piratage a été constaté depuis que Mme Dlodlo a pris ses fonctions en mai 2019, mais c'est inquiétant » a poursuivi le porte-parole. La police a ouvert une enquête pour tenter d'identifier le ou les auteurs du piratage.

(Africa Radio, le 27-02-2020)

**Un réseau de trafic de drogue aurait infiltré l'armée vénézuélienne, selon l'Organe international de contrôle des stupéfiants...**

L'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), un organe indépendant au sein du système des Nations unies, a mis en garde le gouvernement vénézuélien et la communauté internationale contre la présence d'un réseau de trafic de drogue connu, sous le nom de Cartel des soleils, au sein des forces de sécurité au service de Nicolas Maduro. Des groupes criminels ont réussi à infiltrer les forces de sécurité du gouvernement et ont créé un réseau informel connu sous le nom de Cartel des soleils pour faciliter l'entrée et la sortie des drogues illégales, selon le rapport 2019 publié par l'OICS ce jeudi à Vienne. Le rapport indique que ce réseau a transporté de grandes quantités de drogues illégales vers l'Europe et les États-Unis depuis la Colombie, via la République bolivarienne du Venezuela. Pour avoir la haute main sur ce trafic, en particulier celui de cocaïne vers les États-Unis via l'Amérique centrale, ces groupes criminels contrôlent des ports maritimes et recourent à des vols d'aéronefs légers avec lesquels ils effectuent des vols illégaux. La présidence de la République bolivarienne du Venezuela a fait une annonce officielle sur sa page *Twitter*, signalant la pénétration du trafic de drogue dans les forces armées nationales vénézuéliennes.

(Radio Canada international, le 28-02-2020)

### **Khaled Ben Omar Batarfi désigné comme le successeur de Qassem Al-Rimi à la tête d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique...**

Le groupe Al-Qaïda dans la péninsule arabique a confirmé hier le décès de son chef, deux semaines après l'annonce par Washington de sa mort dans une frappe de drone américain au Yémen. La mort de Qassem Al-Rimi, chef de l'AQPA, a été confirmée dans un discours d'un de ses responsables religieux, selon un communiqué de *SITE*, le centre américain de surveillance des sites islamistes. Son adjoint et porte-parole du groupe, Khaled Ben Omar Batarfi, lui succède. Le président américain Donald Trump avait annoncé le 6 février que les États-Unis avaient éliminé Qassem Al-Rimi quelques jours après la revendication par le groupe d'une fusillade perpétrée début décembre dans la base aéronavale américaine de Pensacola en Floride. Trois marins américains avaient été tués par un sous-lieutenant de l'armée de l'air saoudienne dans cette attaque. Washington considère Al-Qaïda dans la péninsule arabique basée au Yémen comme la branche la plus dangereuse du réseau djihadiste. Depuis l'entrée en fonction de Donald Trump en 2017, les États-Unis ont intensifié les attaques contre le groupe.

*(La voix de l'Amérique, le 24-02-2020)*

### **Washington ne prévoit pas de déployer des troupes dans le nord-est de la Syrie, selon le général Mark Milley...**

Le chef d'état-major américain Mark Milley a affirmé que son pays ne prévoyait plus de déployer des soldats au nord-est de la Syrie, près de la frontière turque. Mark Milley et le secrétaire à la Défense Mark Esper ont répondu aux questions des sénateurs sur le budget de défense 2021. Selon Milley, les forces spéciales américaines qui se trouvaient dans la zone d'opération *Source de Paix* en Syrie, se sont retirées avant le lancement de l'opération par les forces armées turques, tandis que les soldats déployés dans les zones frontalières ont été déplacés vers l'est du pays. « Notre mission en Syrie n'a pas changé, c'est de lutter contre Daesh à l'est de la Syrie. Nous n'avons ni l'intention ni de plan de déployer une nouvelle fois des soldats à la frontière turco-syrienne » a-t-il déclaré. De son côté, Esper a souligné que la mission actuelle des États-Unis est d'empêcher uniquement que Daesh réapparaisse dans les zones pétrolières à l'est de la Syrie. « Il n'est pas question pour le moment d'envoyer des soldats dans la région frontalière » a-t-il ajouté. À savoir si les États-Unis s'engageront de nouveau dans la guerre civile en Syrie, Esper a répondu que le sujet n'était pas d'actualité. 600 soldats américains sont déployés à l'est de la Syrie en vue de soutenir l'organisation terroriste séparatiste YPG/PKK qui utilise le nom de FDS.

*(La voix de la Turquie, le 28-02-2020)*

### **Alerte de sécurité du département d'État américain indiquant un risque d'attentat contre un grand hôtel de Nairobi au Kenya...**

Les États-Unis ont mis en garde jeudi contre des menaces d'attentat contre un grand hôtel de Nairobi, appelant leurs ressortissants dans la capitale kényane à une vigilance accrue. « Des groupes terroristes pourraient être en train de préparer un attentat contre un grand hôtel de Nairobi. L'hôtel n'a pas été identifié avec précision, mais il s'agirait d'un hôtel fréquenté par les touristes et des étrangers en mission de travail » a affirmé le département d'État américain dans une alerte de sécurité publiée sur *Twitter*. Cette alerte, qui émane de l'ambassade américaine au Kenya, demande aux voyageurs qui se trouveraient dans un hôtel de la capitale de prendre connaissance du plan d'évacuation et de suivre l'actualité dans les médias locaux. La diplomatie américaine ne précise pas qui est derrière ce projet d'attentat présumé. La police kényane a pour sa part annoncé jeudi dans un communiqué un renforcement de la sécurité pour faire face à quelques éléments criminels qui pourraient vouloir s'en prendre à la population, sans autre précision. La police invite les habitants à redoubler de vigilance, sans fournir de détails sur la menace. Depuis son intervention militaire dans le sud de la Somalie en 2011, pour lutter contre le groupe islamiste somalien des shabaab, le Kenya a été fréquemment la cible d'attentats meurtriers. En janvier, les shabaab ont attaqué une base militaire américano-kényane à Lamu, dans le sud-est du pays, tuant trois Américains - un militaire et deux sous-traitants du Pentagone - et détruisant plusieurs avions. Peu après, ils ont qualifié cette attaque d'avertissement au Kenya, lui promettant qu'il ne serait jamais en sécurité, en menaçant les touristes et en appelant à de nouvelles attaques contre les intérêts américains. En avril 2015, 148 personnes avaient trouvé la mort lors d'une attaque contre l'université de Garissa, dans l'est. À Nairobi, les attentats du centre commercial Westgate avaient fait 67 morts en septembre 2013. Plus récemment, des shabaab d'origine kényane ont attaqué en janvier 2019 un complexe de Nairobi regroupant l'hôtel Dusit et des bureaux, tuant

21 personnes.  
(Africa Radio, le 28-02-2020)

#### **Quatre militaires maliens tués dans l'attaque d'un camp de l'armée dans le nord du pays...**

Au Mali, au moins quatre soldats ont été tués et huit autres blessés hier, lors de l'attaque d'un camp de l'armée dans la région de Tombouctou, dans le nord du Mali. C'est sur *Twitter* que l'armée malienne a confirmé l'attaque par de présumés djihadistes du poste de Bambara Maoudé, à une centaine de kilomètres au sud de Tombouctou. Les blessés ont été hélicoptés sur Sevaré. « Avec l'intervention de l'armée malienne appelée par Barkhane et la MINUSMA, le poste est sous contrôle » a pour sa part déclaré, toujours sur *Twitter*, le ministre de la Communication Yaya Sangaré. Selon un élu local, les terroristes sont partis avec des véhicules et du matériel militaire, mais aussi avec les corps de leurs camarades tués. Le bilan du côté des assaillants n'est pas connu selon le colonel Boubacar Sanogoh, commandant de la région militaire de Tombouctou où un bataillon de l'armée malienne reconstitué a pris ses quartiers il y a quelques jours.  
(La voix de l'Amérique, le 24-02-2020)

#### **Au moins quatre morts après une embuscade contre une unité d'intervention dans le centre-nord du Burkina Faso...**

Au Burkina Faso, des individus armés non identifiés ont tué lundi matin quatre personnes dont trois policiers dans une embuscade contre une unité d'intervention dans le centre nord du pays. L'attaque a eu lieu sur l'axe Pissila-Gibga, dans la province de Sanmatenga, a annoncé la police dans un communiqué. Il y a eu aussi cinq blessés.  
(La voix de l'Amérique, le 25-02-2020)

#### **Nouvelle attaque contre un poste de gendarmerie dans l'ouest du Burkina Faso...**

Des hommes armés ont attaqué dans la nuit de jeudi à vendredi un poste de gendarmerie à Yenderé, dans l'ouest du Burkina Faso, près de la frontière ivoirienne, a-t-on appris auprès de responsables des services de sécurité qui attribuent l'attaque à des djihadistes. « Dans la nuit du jeudi à vendredi, le poste de gendarmerie de Yenderé a été la cible d'une attaque terroriste. La vive réaction des éléments a permis de repousser les assaillants dans les forêts environnantes » a indiqué à l'AFP une source sécuritaire. « Côté ami, on a seulement subi des dégâts matériels. Côté ennemi, un des assaillants a été tué et des armes saisies » a précisé une autre source sécuritaire. En mars 2019, la gendarmerie de Yenderé, à moins de 10 kilomètres de la frontière ivoirienne sur le principal axe routier qui relie la Côte d'Ivoire au Burkina, avait déjà fait l'objet d'une attaque qui n'avait pas fait de victime. Mais un mois plus tard, trois civils et deux assaillants avaient été tués lors d'une nouvelle attaque.  
(Africa Radio, le 28-02-2020)

#### **Au moins neuf morts après une double attaque terroriste dans le nord du Burkina Faso...**

Neuf policiers et soldats burkinabés ont été tués samedi lors d'une attaque visant au même moment un détachement militaire et un poste de police à Sebba, chef-lieu de la province du Yahgha, dans le nord du Burkina Faso, a-t-on appris de sources sécuritaires. « Plusieurs dizaines d'individus lourdement armés ont attaqué tôt ce matin et de façon quasi simultanée le détachement militaire et le poste de police de Sebba » a indiqué à l'AFP une source sécuritaire. Cette attaque terroriste d'une grande envergure a malheureusement occasionné la mort de neuf éléments, selon cette source. Les victimes sont principalement des policiers » a indiqué une autre source sécuritaire, précisant que l'attaque a particulièrement visé le commissariat de police. « L'attaque a aussi occasionné d'importants dégâts matériels. De l'armement a été emporté par les assaillants lors de leur repli » a ajouté cette source.  
(Africa Radio, le 29-02-2020)

#### **Sept hommes inculpés d'atteinte à l'islam et de terrorisme par la justice mauritanienne...**

Six membres présumés d'un mouvement mauritanien prônant une réforme de cette république islamique d'Afrique de l'Ouest ont été écroués mercredi, après avoir été inculpés d'atteinte à l'islam et de terrorisme par la justice mauritanienne, qui a en revanche mis fin aux poursuites contre deux célèbres féministes. Un septième inculpé a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, a indiqué à l'AFP leur avocat, Sid Ahmed Ould Bobaly. Tous sont accusés d'appartenir à l'Alliance pour la refondation de l'État mauritanien (AREM), un mouvement créé en début d'année à Paris qui prône un divorce avec les vieilles pratiques de mauvaise gouvernance, d'injustice et d'impunité, selon l'avocat.

Inculpés par un juge d'instruction antiterroriste de mépris de la religion musulmane, insultes à l'endroit d'Allah et du prophète de l'islam par la publication de contenu informatique, et de terrorisme, les prévenus faisaient partie d'un groupe d'une dizaine de personnes interpellées mi-février dans la capitale mauritanienne, selon la même source. La justice mauritanienne a lancé mercredi des mandats d'arrêt contre trois autres militants présumés de cette association, dont font partie des membres de la diaspora. Mais elle a abandonné les poursuites contre trois personnes, dont deux célèbres féministes, Aminetou Mint El-Moctar et Mekfoula Mint Brahim, a précisé l'avocat. Amnesty International s'était dit, le 19 février, extrêmement préoccupée par l'interpellation de ces deux militantes des droits humains connues internationalement, réclamant la libération immédiate de ces personnes uniquement poursuivies pour avoir exercé leur liberté d'expression et de rassemblement. Après leur interpellation, qui faisait suite à une réunion non autorisée selon une source judiciaire, l'enquête avait été confiée à la Sûreté de l'État. Les contenus informatiques incriminés sont en fait des enregistrements audio échangés via le service de messagerie *WhatsApp*, selon l'avocat.  
(Africa Radio, le 27-02-2020)

### **Quatre militaires nigériens abattus par un de leur collègue dans le nord-est du Nigeria...**

Un soldat stationné dans le nord-est du Nigeria, région au cœur de l'insurrection djihadiste où de nombreux soldats ont perdu la vie au cours des dernières années, a tué quatre de ses collègues avant de se suicider, a annoncé l'armée. « Le caporal est devenu fou furieux et a tué quatre de ses collègues avant de retourner l'arme contre lui » a déclaré le porte-parole de l'armée Sagir Musa dans un communiqué publié mercredi soir. Deux autres soldats grièvement blessés ont été transportés à l'hôpital de Maïduguri, la capitale de l'État du Borno, à plus de 200 kilomètres de leur base de Malam Fatori, à la frontière avec le Niger. Les circonstances du drame n'ont pas encore été déterminées, mais M. Musa a affirmé qu'une enquête a été ouverte. Le quotidien des soldats nigériens stationnés dans le nord-est du pays est particulièrement difficile. Les troupes se plaignent régulièrement sur les réseaux sociaux de ne pas recevoir leur solde, du manque de moyens mis à leur disposition ou d'absence de permissions pour aller visiter leur famille. Le groupe de État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), branche de Boko Haram qui a prêté allégeance à l'EI en 2016, mène des attaques ciblées et très régulières contre les troupes stationnées dans le nord-est, qui ont fait des dizaines voire des centaines de morts dans les rangs de l'armée depuis ces dernières années. En août 2018, des centaines de soldats ont manifesté à l'aéroport de Maïduguri pendant plusieurs heures, réclamant le droit de pouvoir visiter leur famille.

(Africa Radio, le 27-02-2020)

### **Diffusion d'une vidéo de Boko Haram montrant trois otages tchadiens enlevés le 30 octobre dans l'ouest du Tchad...**

Trois Tchadiens membres du personnel d'un hôpital - le médecin-chef, un infirmier et leur chauffeur, kidnappés il y a quatre mois dans l'ouest du Tchad - sont apparus dans une vidéo non datée. La vidéo de six minutes a été transmise à l'AFP à Lagos. Elle montre bien, selon des responsables tchadiens, les trois otages enlevés le 30 octobre. Assis devant le drapeau de Boko Haram, les trois hommes qui parlent manifestement sous la contrainte, appellent le président Idriss Deby Itno à œuvrer pour leur libération. C'est la première fois qu'est rendue publique une vidéo montrant des otages tchadiens de Boko Haram. Rien ne permet de la dater ni de savoir dans quel pays elle a été tournée. C'est la première fois que Boko Haram prend en otages des fonctionnaires tchadiens et aussi la première fois que le groupe enlève du personnel médical. L'insurrection de Boko Haram, qui a débuté en 2009 dans le nord-est du Nigeria, et sa répression par l'armée ont fait quelque 35 000 morts et près de deux millions de déplacés en dix ans, selon les Nations unies. Depuis le groupe a étendu son action au Niger, au Tchad et au Cameroun voisins.

(La voix de l'Amérique, le 28-02-2020)

### **Un ancien imam de Prague condamné à dix ans de prison pour soutien au terrorisme...**

Le tribunal municipal de Prague a condamné vendredi à une peine de dix ans de prison l'ancien imam de Prague, Samer Shehadeh, accusé de soutien au terrorisme. C'est la peine qui avait été requise par le procureur de la République, selon lequel la culpabilité de l'accusé avait pu être démontrée. D'origine palestinienne, né à Prague et formé en Arabie saoudite, Samer Shehadeh a fait l'objet d'une enquête de la police tchèque à la suite d'indices témoignant de sa radicalisation. Son frère a été condamné à onze ans de prison et sa belle-sœur à six ans, également pour leurs liens avec des organisations

djihadistes en Syrie, notamment avec le front Al-Nosra. Toutes ces condamnations sont susceptibles d'appel.

*(Radio Prague international, le 28-02-2020)*

### **En France quatre personnes soupçonnées de soutien financier au PKK...**

Six personnes en France ont été placées en garde-à-vue pour soutien financier à l'organisation terroriste et séparatiste PKK. Selon la presse française, six personnes ont été placées en garde-à-vue dans une enquête dans les départements de Gironde et de Charente-Maritime pour soutien financier au PKK. Une enquête a été ouverte sur quatre des suspects alors que les deux autres ont été relâchés.

*(La voix de la Turquie, le 24-02-2020)*

## **... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...**

### **En Chine, dix ans de prison pour un Suédois accusé de partage illégal d'informations secrètes...**

En Chine, de la prison pour un critique du régime de Pékin, un éditeur originaire de Hong-Kong qui est détenu pour partage illégal d'informations secrètes à l'extérieur de la Chine. Gui Minhai est condamné à dix ans de prison. L'homme de 55 ans est en possession de la nationalité suédoise depuis plus de deux décennies. Son cas suscite une crise diplomatique entre la Suède et la Chine.

*(Deutsche Welle, le 25-02-2020)*

### **Le conglomérat tchèque PPF Group soupçonné d'être le relais des intérêts chinois en République tchèque...**

Le sénateur républicain Marco Rubio a demandé à l'administration Trump d'examiner les implications pour la sécurité des États-Unis de la vente prévue par AT&T de sa participation majoritaire dans Central European Media Group Enterprises (CME) au conglomérat tchèque PPF Group. M. Rubio, qui préside la première commission du Congrès sur la Chine, a écrit que la société tchèque avait la réputation d'agir en tant que relais des intérêts chinois en République tchèque et a ajouté que les entreprises de télécommunications appartenant à PPF travaillaient avec Huawei pour développer la technologie 5G. Le groupe CME opère en Tchéquie ainsi qu'en Bulgarie, en Roumanie, en Slovaquie et en Slovénie, atteignant environ 97 millions de personnes et possède certaines des émissions d'information les plus regardées en Europe centrale et orientale, a déclaré Rubio dans la lettre. PPF, le groupe de Petr Kellner, a déclaré dans un communiqué qu'il semblait que Rubio s'appuyait sur de fausses informations d'un politicien tchèque et conteste ces affirmations. Le groupe précise n'avoir hérité de la technologie de Huawei que dans le cadre de son acquisition de l'opérateur de télécommunications norvégien Telenor l'année dernière.

*(Radio Prague international, le 27-02-2020)*

## **... MILITAIRE ...**

### **Plusieurs morts après un incident frontalier entre militaires azerbaïdjanais et arméniens...**

Un soldat azerbaïdjanais est tombé en martyr sous les tirs des soldats arméniens à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le commandement des services frontaliers de l'Azerbaïdjan a fait savoir que l'armée arménienne a violé le cessez-le-feu près du village Kuscu Ayrım de la province Gazah. Ibrahim Veliev, un soldat azerbaïdjanais, est tombé en martyr en raison des tirs de mortiers et autres armes lourdes, effectués par l'armée arménienne. L'armée azerbaïdjanaise a riposté aux tirs, tué un soldat arménien et blessé un autre, précise le commandement.

*(La voix de la Turquie, le 24-02-2020)*

### **Près de 8 000 militaires sud-coréens placés à l'isolement pour éviter la propagation du Covid-19 au sein de l'armée...**

Le nouveau coronavirus continue de se propager au sein de l'armée. Le nombre de contaminations a atteint, hier après-midi, treize cas parmi les militaires, soit six nouveaux en deux jours. Parmi eux, trois ont été en contact avec un soldat de l'armée de terre dont la maladie a été confirmée il y a trois jours. Il s'agit du premier cas de diffusion secondaire au sein de l'armée. Les autorités militaires ont placé, hier, 1 000 hommes de plus à l'isolement, poussant à 7 900 le nombre de personnels confinés. Elles ont également décidé d'arrêter l'ensemble des entraînements en extérieur. À noter également un premier

cas de contamination confirmé au sein du Commandement des forces américaines en Corée du Sud (USFK). Il s'agit d'un membre de la famille d'un soldat américain s'étant rendu à Daegu. En conséquence, l'USFK a rehaussé son niveau alerte, de moyen à élevé.  
(KBS World Radio, le 25-02-2020)

### **Vers une réduction des prochains exercices militaires conjoints sud-coréano-américains pour cause de Covid-19...**

Le secrétaire américain à la Défense a annoncé que son pays et la Corée du Sud étudiaient la possibilité de réduire l'ampleur de leur prochain exercice militaire conjoint qui doit débiter le 9 mars. Mark Esper a fait cette annonce dans une conférence de presse qu'il a donnée conjointement avec son homologue sud-coréen, Jeong Kyeong-doo, à l'issue de leur entretien, hier, au siège du Pentagone. Interrogé sur une telle possibilité, le ministre américain a précisé que le commandant des forces américaines en Corée du Sud (USFK), Robert Abrams, et le chef d'état-major interarmées sud-coréen, Park Han-ki, examinaient cette possibilité en ce moment, soucieux d'endiguer le coronavirus. Jeong Kyeong-doo a assuré que, même en cas de réduction du format de la manœuvre, les deux pays feraient en sorte de maintenir leur posture de défense commune et leur alliance, et ménageraient aussi le dialogue sur le processus de paix dans la péninsule.  
(KBS World Radio, le 25-02-2020)

### **Les exercices militaires conjoints sud-coréano-américains repoussés pour cause de Covid-19...**

Les autorités militaires sud-coréennes et américaines ont décidé de suspendre, jusqu'à nouvel ordre, leurs manœuvres militaires conjointes, prévues le mois prochain. Une annonce faite ce matin lors d'un briefing conjoint tenu au ministère de la Défense. D'après leurs explications, ce revirement fait suite à la montée du niveau de risque lié au Covid-19 à celui de grave par le commandement des forces armées américaines déployées en Corée du Sud (USFK). C'est la première fois qu'un exercice militaire conjoint est repoussé en raison d'une maladie infectieuse. Les deux alliés avaient d'abord annoncé une réduction de l'ampleur des opérations, avant de les différer face à l'apparition d'un premier cas de contamination parmi les GI's présents en Corée du Sud et à la recrudescence du nombre de malades dans le pays. Le chef d'état-major interarmées sud-coréen, Park Han-ki, aurait le premier proposé un tel dispositif. Une suggestion acceptée par le chef du commandement de l'USFK, Robert Abrams. Les hauts gradés ont cependant affirmé leur volonté de maintenir une posture de défense solide, afin de se tenir prêts à toute velléité menaçant la défense de la Corée du Sud.  
(KBS World Radio, le 27-02-2020)

### **Deux bâtiments de guerre de la marine iranienne en escale à Djakarta...**

« Après 25 jours de navigation et avoir dressé le drapeau de la République islamique d'Iran dans les eaux internationales, le groupe naval 66 de la marine iranienne, chargé de missions de combat, de renseignement et d'entraînement, a accosté ce mardi 25 février au port de Djakarta, capitale de l'Indonésie, dans une démonstration de force diplomatique de notre pays » a déclaré, à l'agence de presse du ministère de la Défense, le capitaine Ehsan Nassiri, commandant de ce groupe naval. « Le groupe naval 66 de la marine de la République islamique d'Iran restera trois jours à Djakarta ; des rencontres avec des commandants hauts gradés de la marine indonésienne et la participation aux compétitions sportives avec le personnel de la marine de l'Indonésie sont au menu de cette visite du groupe naval iranien » ajoute le commandant du groupe naval 66 de la marine iranienne, cité par *Defa Press* (agence de presse du ministère iranien de la Défense). L'ambassadeur iranien, ainsi que les attachés militaire et culturel de l'ambassade d'Iran à Djakarta, ainsi que plusieurs hauts responsables militaires indonésiens, ont participé à la cérémonie d'accueil réservée au groupe naval iranien. Il y a un peu plus d'un mois, le groupe naval 66 de la marine, composé du porte-hélicoptères *Kharg* et du destroyer *Bayandor*, a levé l'ancre pour une mission de navigation dans les eaux internationales depuis le port de Bandar Abbas dans le sud iranien.  
(Press TV, le 26-02-2020)

## **... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...**

### **Plusieurs avions cargos en provenance des Émirats arabes unis auraient livré des armes aux milices de Khalifa Haftar...**

Le gouvernement d'entente nationale, représentant légitime de la Libye auprès des Nations unies, a annoncé que les Émirats arabes unis ont envoyé 100 avions chargés de munitions aux milices de

Khalifa Haftar entre le 12 janvier et le 23 février 2020. Les avions cargos qui ont décollé des bases militaires d'Abou Dhabi se sont dirigés vers l'est de la Libye. Ils ont transporté des cargaisons de plus de 6 190 tonnes. Certains avions ont tenté de dissimuler la base dans laquelle ils ont atterri en coupant leur transpondeur, selon les documents mis en ligne par le gouvernement d'entente nationale. D'autres ont atterri dans les bases militaires à l'est de la Libye et à l'ouest de l'Égypte. Ces avions auraient transporté des munitions mais aussi des mercenaires. Compte tenu du fait que certains des avions sont des *Antonov-124* d'une capacité de transport de 150 tonnes, l'ampleur des renforts apportés aux milices d'Haftar est très grande.

*(La voix de la Turquie, le 24-02-2020)*

### **Plusieurs pays continuent de violer l'embargo sur les livraisons d'armes à la Libye, selon Antonio Guterres...**

Malgré les engagements pris à Berlin en janvier les livraisons d'armes en Libye se poursuivent. Une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies s'est tenue à New-York sur la crise en Libye. À Cette occasion, Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, a nommé cité les Émirats arabes unis, l'Égypte, la Russie et la Turquie comme étant des pays qui violent l'embargo sur les armes imposé à la Libye depuis 2011.

*(Deutsche Welle, le 27-02-2020)*

### **Les États-Unis en passe de signer avec l'Inde un accord portant sur la vente d'hélicoptères et autres équipements militaires...**

Le président américain Donald Trump a annoncé hier que les États-Unis signeront un accord pour vendre à l'Inde des hélicoptères et autres équipements militaires estimés à trois milliards de dollars. M. Trump intervenait lundi à Ahmedabad en compagnie de son hôte indien, le Premier ministre Narendra Modi, et en présence de 100 000 participants à un meeting géant intitulé *Namasté Trump* pour lui souhaiter la bienvenue.

*(La voix de l'Amérique, le 25-02-2020)*

### **Des surfacturations et des livraisons d'équipements militaires non effectuées révélées par un audit demandé par le président nigérien...**

Un audit demandé par le président nigérien Mahamadou Issoufou révèle des surfacturations ainsi que des livraisons non-effectuées dans des achats d'équipements pour l'armée, qui combat depuis 2015 les djihadistes dans le sud-est et l'ouest du pays, indique jeudi un communiqué du gouvernement. Cet audit a relevé des insuffisances dans les procédures de passation des marchés ainsi que dans le suivi de leur exécution, souligne un communiqué lu à la radio publique par le porte-parole du gouvernement, Zakaria Abdourahamane. « Le gouvernement a décidé de faire rembourser les montants indûment perçus, soit en raison de surfacturation, soit au titre de paiement de services et livraisons non effectuées ou partiellement effectuées » affirme le texte qui ne précise pas les montants concernés, ni les personnalités mises en cause. Il a également décidé de transmettre aux tribunaux compétents les dossiers des fournisseurs qui refuseraient de s'exécuter et de prendre les sanctions administratives appropriées à l'endroit des agents publics incriminés. L'audit a été mené sous la supervision du ministre de la Défense Issoufou Katambé, un proche du chef de l'État, nommé à ce poste en septembre 2019. Dès sa prise de service, M. Katambé avait entrepris une tournée d'inspection de plusieurs positions de l'armée, notamment sur les front sud-est, proche du Niger, et ouest, frontalier du Mali et du Burkina. L'audit a porté sur la dilapidation de milliards de Francs CFA (millions d'euros) destinés à l'armement et à l'équipement des forces armées nigériennes, impliquant des hommes d'affaires et des responsables gouvernementaux, selon des journaux privés nigériens. Des investigations ont été menées en Russie, en Israël et en Chine et portent sur des achats de munitions et matériels défectueux, d'après les journaux.

*(Africa Radio, le 27-02-2020)*

## **... CYBERESPACE ...**

### **En Mauritanie, forte perturbation d'internet suite à un incident sur un câble sous-marin au large de l'Afrique de l'Ouest...**

Le réseau internet est fortement perturbé en Mauritanie en raison d'un incident survenu jeudi au large de ce pays d'Afrique de l'Ouest sur un câble sous-marin en fibre optique de 17 000 kilomètres reliant l'Afrique du Sud à l'Europe, a indiqué vendredi l'autorité de régulation mauritanienne des

télécommunications. « Un incident est survenu sur le câble sous-marin à fibres ACE (Africa Coast to Europe) le 27 février à 08h40 (GMT et locales), provoquant des perturbations sur le trafic internet des trois opérateurs de communications électroniques, a-t-elle précisé dans un communiqué. Des démarches sont en cours pour le rétablissement du câble dans les meilleurs délais, assure l'autorité de régulation, en rappelant qu'un incident similaire s'était déjà produit sur ce câble en mars 2018. Les connexions terrestres et via le WiFi sont presque à l'arrêt au sein des entreprises, banques et administrations et chez les particuliers, ont constaté des correspondants de l'AFP. Les services par téléphones mobiles (3G) fonctionnent, mais à vitesse réduite, selon la même source. Le problème a été localisé à 25 kilomètres au large de Nouakchott et sa résolution devrait prendre quelques jours, a confié à l'AFP une source proche de l'autorité de régulation. L'ACE, opérationnel depuis 2012, relie Le Cap, en Afrique du Sud, à la pointe de la Bretagne (ouest de la France), en longeant la côte atlantique de l'Afrique, dont il dessert une vingtaine de pays.  
(Africa Radio, le 28-02-2020)

### **Covid-19 : de nombreuses fausses informations diffusées sur les réseaux sociaux de Taïwan proviendraient de comptes Weibo chinois...**

Le bureau d'enquête du ministère de la Justice a annoncé qu'après avoir étudié de nombreuses fausses informations sur les réseaux sociaux à Taïwan, il s'avère que bon nombre proviennent de comptes Weibo chinois. Ces derniers fabriquent en grande quantité de l'infoc en modifiant des actualités, les noms des hommes politiques ou les lieux. Ces fausses informations se propagent par la suite via des comptes Facebook spécialisés dans les échanges inter-détroit. Le bureau d'enquête demande aux Taïwanais d'être particulièrement vigilants à ce genre d'infoc qui emploient parfois des expressions chinoises ou des phrases types. Le ministère de la Justice a indiqué avoir ordonné à tous les bureaux des procureurs d'établir un groupe d'enquête de prévention contre les épidémies afin de lutter contre la désinformation. De son côté, le gouvernement a déjà élaboré un projet de loi prévoyant des sanctions pénales de trois années d'incarcération et une amende plafond de trois millions de dollars taïwanais, soit 90 000 euros, pour toute propagation d'infoc concernant le nouveau coronavirus.  
(Radio Taïwan international, le 28-02-2020)

**Renseignor**  
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence  
[www.isabel-intelligence.org](http://www.isabel-intelligence.org)

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)  
[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – [direction@renseignor.com](mailto:direction@renseignor.com)

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – [redaction@renseignor.com](mailto:redaction@renseignor.com)



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement  
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris  
01 53 53 15 30